



Mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) surfaciques

France métropolitaine hors Corse

Notice d'information du territoire

« Zone à faible potentiel agronomique en grandes cultures de l'Aude (OC_GC11) »

Campagne 2025

Les mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) constituent un des outils majeurs de l'architecture environnementale de la politique agricole commune (PAC) pour :

- Accompagner le changement de pratiques agricoles afin de répondre à des enjeux environnementaux identifiés à l'échelle des territoires ;
- Maintenir des pratiques favorables sources d'aménités environnementales là où il existe un risque de disparition ou d'évolution vers des pratiques moins vertueuses.

Les MAEC concourent ainsi pleinement à l'accompagnement des systèmes d'exploitation dans la voie de la performance économique, environnementale et sociale et dans leur projet de transition agro-écologique.

Cette notice présente l'ensemble des MAEC proposées sur le territoire « Zone à faible potentiel agronomique en grandes cultures » au titre de la campagne PAC 2025. **Lisez cette notice attentivement avant de remplir votre demande d'engagement en MAEC.**

En complément, vous pouvez consulter la notice nationale d'information sur les MAEC et les aides à l'agriculture biologique pour la programmation PAC 2023-2027, disponible sous Télépac¹.

Les bénéficiaires de MAEC doivent respecter, comme pour les autres aides de la PAC, les exigences de la conditionnalité présentées et expliquées dans les différentes fiches conditionnalité qui sont à votre disposition sous Télépac.

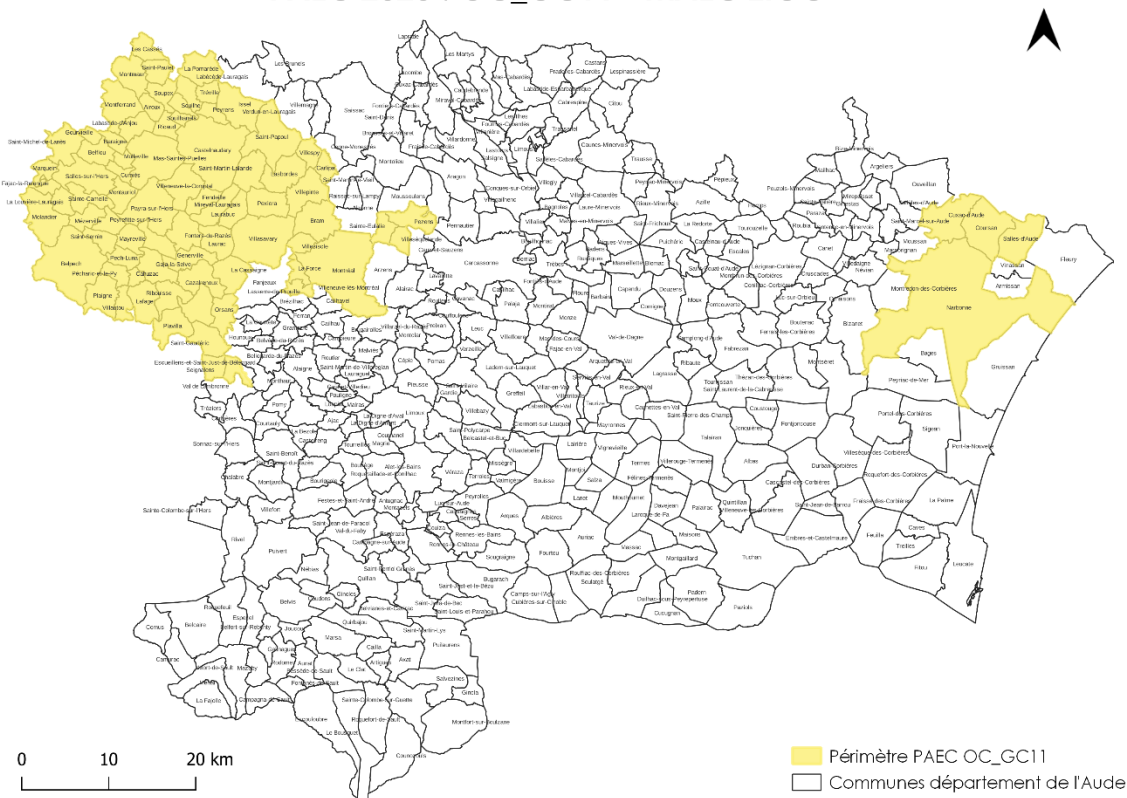
¹ <https://www.telepac.agriculture.gouv.fr>

1 PÉRIMÈTRE DU TERRITOIRE « ZONE A FAIBLE POTENTIEL AGRONOMIQUE EN GRANDES CULTURES DE L'AUDE » ET CONDITIONS D'ACCÈS AUX MAEC

Le zonage du PAEC GC11 retenu est caractérisé par un contexte agro-pédo-climatique hétérogène sous influence méditerranéenne. En effet, les rendements des cultures sont fortement aléatoires et impactés par des stress hydriques et thermiques importants. Le périmètre à faible potentiel agronomique regroupe 167 communes, dont la surface en céréales et oléoprotéagineux (COP) est supérieure à 10% de la SAU. A l'échelle de ce territoire, la production en grande culture est majoritaire puisque le blé dur et le tournesol représentent respectivement 16 217ha et 12 861ha, soit 21% et 17% de la SAU. Le zonage du PAEC GC11 (carte présentée ci-dessous) englobe donc les communes suivantes :

Gaja-la-Selve ; La Pomarède ; Molleville ; Marquein ; Cuxac d'Aude ; Lasbordes ; Cumiès ; Belflou ; Villautou ; Ricaud ; Sainte-Camelle ; Belpèch ; Saint-Michel-de-Lanès ; Souilhe ; Saint-Papoul ; Pech-Luna ; Saint-Sernin ; Pezens ; Castelnaudary ; Airoux ; Seignalens ; Villasavary ; Pexiora ; Laurabuc ; Orsans ; Payra-sur-l'Hers ; Saint-Amans ; Laurac ; Ribouisse ; Plavilla ; Fonters-du-Razès ; Mayreville ; Villeneuve-la-comptal ; Labastide-d'Anjou ; Saintes-Eulalie ; Lafage ; Villepinte ; Montréal ; La Force ; Cahuzac ; Pécharic-et-le-Py ; Baraigne ; Peyrefitte-sur-l'Hers ; Plaigne ; Peyrens ; Soupex ; Les Cassés ; Souilhanel ; Tréville ; Salles-d'Aude ; Coursan ; Puginier ; Saint-Gaudéric ; Montferrand ; Fajac-la-Rellenque ; Mas-Saintes-Puelles ; Bram ; Gourvielle ; La Cassaigne ; Generville ; Mézervielle ; Villesiscle ; La louvière-Lauragais ; Montauriol ; Saint-Julien-de-Briola ; Lignairolles ; Saint-Martin-Lalande ; Lasserre-de-Prouille ; Salles-sur-l'Hers ; Montmaur ; Villesèquelande ; Issel ; Mireval-Lauragais ; Fendeille ; Cazalrenoux ; Villespy ; Carlipa ; Saint-Paulet ; Molandier ; Narbonne

PAEC 2023 : OC_GC11 - MAEC ZIGC



En ce qui concerne les mesures « systèmes », seules les exploitations dont au moins une parcelle se situe dans le territoire la première année d'engagement sont éligibles.

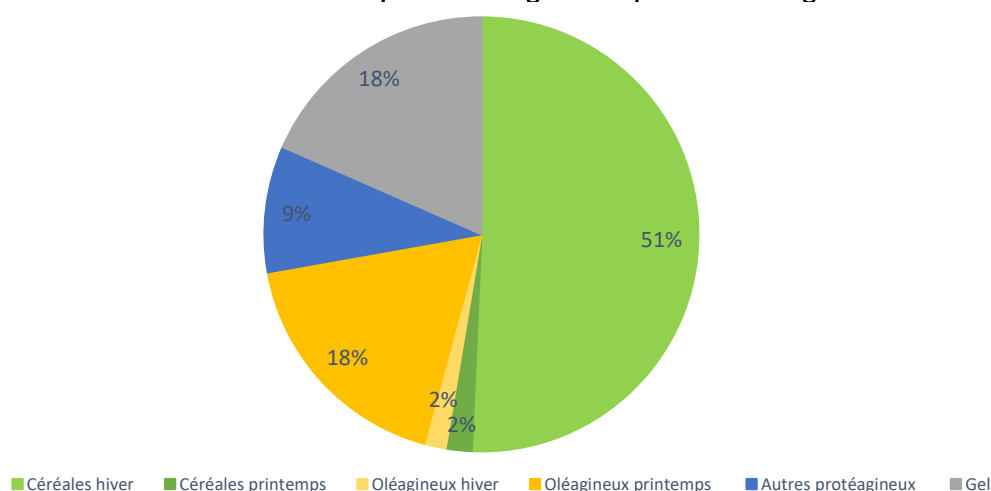
En ce qui concerne les mesures « localisées », une parcelle ou un élément est éligible à la MAEC dès lors qu'au moins une partie de la surface ou de l'élément est incluse dans le territoire la première année d'engagement.

2 RÉSUMÉ DU DIAGNOSTIC AGROENVIRONNEMENTAL DU TERRITOIRE

La mosaïque paysagère à l'origine de l'activité agricole favorise le maintien de la biodiversité sur le territoire. En effet, l'alternance des milieux cultivés et sauvages fait la diversité et la spécificité de la faune et de l'avifaune de cette zone, certains oiseaux nichant au sol, dans les cultures, tandis que d'autres évoluant dans des espaces boisés, des fonds de vallons et des haies. Ainsi, l'agriculture reste indispensable à la fois pour le tissu économique local mais également afin de préserver la biodiversité. Cependant le modèle agricole, basé sur du labour systématique et des rotations courtes blé dur/tournesol, autrefois rentable est en déclin. Les rendements diminuent. Les produits phytosanitaires sont de moins en moins efficaces et les sols se sont appauvris et érodés.

S'ajoute actuellement à ce contexte compliqué, des conditions météorologiques marquées par des périodes de sécheresse et de fortes chaleurs. Repenser le modèle de production est donc nécessaire afin de retrouver une situation économique rentable pour les exploitations, développer et maintenir les filières de productions locales (chanvre, blé dur). Les évolutions de pratiques s'ancrent dans une volonté de développer des systèmes résilients face au changement climatique, au respect de l'environnement et des volontés sociétales. Depuis plus de 10 ans ce territoire s'engage dans une transition agricole par le biais de la diversification des filières de production et la mise en place de techniques alternatives dans l'objectif de réduire la dépendance aux produits phytosanitaires et l'érosion des sols. Ces modifications de

Assolement des exploitations agricoles spécialisées en grandes



pratiques passent par la mise en place de techniques de travail du sol différentes, un

allongement de la rotation et la mise en place de couverture des sols dans la durée en lien avec la Zone Vulnérable rendant l'exploitation des parcelles plus contraignante. Ainsi, cette dernière constitue une priorité en matière d'enjeux agroenvironnementaux.

3 LISTE DES MAEC PROPOSÉES SUR LE TERRITOIRE

Ce PAEC propose une **mesure « systèmes »** pour laquelle l'exploitant doit obligatoirement demander à engager au moins 90 % des surfaces éligibles à la MAEC de son exploitation.

Liste des MAEC proposées :

Type de couvert et/ou habitat visé	Enjeu environnemental visé	Code de la mesure	Type de mesure (système ou localisée)	Objectifs de la mesure	Montant	Financement
Terres arables en production céréalière et oléo-protéagineuse	Préserver la qualité de la ressource en eau	OC_GC11_ZIGC	Système	Soutenir les exploitations en grandes cultures en zone à faible potentiel agronomique	92€	FEADER 80% Etat 20%

Une notice spécifique à chacune de ces mesures, incluant le cahier des charges à respecter, est jointe à cette notice d'information du territoire « Zone à faible potentiel agronomique des exploitations spécialisées en grandes cultures de l'Aude ».

4 MONTANTS D'ENGAGEMENT MINIMUM ET MAXIMUM

Plancher annuel :

L'engagement dans une ou plusieurs MAEC de ce territoire est possible uniquement dans le cas où cet engagement représente, au total, un montant annuel supérieur ou égal à 300 euros. Si ce montant minimum n'est pas respecté lors de la demande d'engagement en première année, celle-ci sera irrecevable.

Plafond annuel pour les exploitations agricoles :

Le montant total des aides versées à un demandeur autre qu'un groupement agricole d'exploitation en commun (GAEC) au titre des MAEC ne pourra dépasser un montant annuel (tous financeurs confondus) de 7 500 € par bénéficiaire.

Par exception, le plafond annuel par bénéficiaire est porté à 10 000 € si l'une des deux conditions suivantes est remplie :

- engagement d'une surface supérieure à 15 hectares dans la MAEC OUV2 en zone de coupure d'un territoire à enjeu DFCI ;
- engagement dans une ou plusieurs MAEC cofinancées par une Agence de l'eau.

Pour les GAEC totaux, le montant maximum des aides défini ci-dessus est multiplié par le nombre d'associés remplissant les critères individuels d'éligibilité.

En conséquence, aucun engagement qui conduirait à dépasser le montant plafond en première année d'engagement ne pourra être accepté.

Plafond annuel pour les entités collectives :

Est qualifié d'entité collective toute personne morale juridiquement constituée gérant en responsabilité directe des surfaces dont elle est propriétaire ou locataire à des fins d'utilisation collective par les troupeaux de ses membres ou ayants droit.

Le montant total des aides versées à une entité collective au titre des MAEC ne pourra dépasser un montant annuel (tous financeurs confondus) déterminé selon les règles spécifiques précisées à l'article 3 de l'arrêté préfectoral relatif aux engagements agroenvironnementaux et climatiques en 2025 de la région Occitanie (consultable sur le site internet de la DRAAF : <https://draaf.occitanie.agriculture.gouv.fr/arrete-relatif-aux-engagements-agroenvironnementaux-et-climatiques-en-2025-de-a9561.html>)

5 CRITÈRES DE PRIORISATION DES DOSSIERS

Les critères de priorisation permettent de classer les demandes d'aide lorsque le nombre de demandeurs éligibles est supérieur aux capacités de financement. Dans ce cas, les dossiers sont engagés par ordre de priorité en fonction des critères définis.

Ces critères de priorisation sont précisés dans la notice spécifique de chaque mesure.

- ✓ **CRITERE 1 : Priorisation agroenvironnementale de l'exploitation agricole**
 - **SOUS CRITERE 1.1 Jachère (exclusion) :** Une exploitation présentant plus de 20% de jachère sur son exploitation ne pourra candidater à la mesure du PAEC.
 - **SOUS CRITERE 1.2 IAE :** Les infrastructures agro-écologiques seront évaluées au sein de l'exploitation grâce à un cumul de points basé sur le taux de présence d'IAE. Le critère se calque sur la BCAE 8, par conséquent un taux **inférieur ou égal à 4% obtiendra 0 point**. Des pourcentages intermédiaires seront établis, entre 5 et 8%. Un gain de 1% d'IAE équivaut à 0.5 point supplémentaire. Au-delà de 8% et jusqu'à 10%, une augmentation de 1% la surface d'IAE compte pour 1 point. Un **plafond à 4 points** pourra être atteint.
- ✓ **CRITERE 2 : Priorisation vis-à-vis de la vulnérabilité climatique de l'exploitation agricole**
 - **SOUS CRITERE 2.1 Absence d'irrigation :** Les exploitations conduites en sec seront prioritaires. Ainsi, une exploitation agricole **conduite en sec** dans son intégralité aura **5 points**. **3 points** seront donnés à une exploitation **en sec sur au moins 80%** de sa SAU. Celle dont l'irrigation est **supérieure à 20%** obtiendra **1 point**.
- ✓ **CRITERE 3 : Priorisation des jeunes agriculteurs et des démarches collectives**
 - **SOUS CRITERE 3.1 JA ou NI :** Le statut Jeune Agriculteur ou Nouvel Installé sera valorisé et permettra de **départager des dossiers de même note**.
 - **SOUS CRITERE 3.2 Démarche collective :** Au titre d'implication dans un collectif (DEPHY/30 000) ou un groupement de développement, l'agriculteur bénéficiera de **2 points supplémentaires**.

Synthèse récapitulative :

Critère d'exclusion	+ de 20% de jachères dans la SAU
Critères de priorisation :	
Jeune agriculteur et/ou Nouvel installé	Statut JA ou NI du chef d'exploitation : critère de départage entre dossiers de même note
Engagement dans une démarche collective	Engagement dans une démarche Dephy/30000/GIEE/GDA : + 2 points
Recours à l'irrigation	100 % de la SAU en sec : 5 points En 80 et 100 % de la SAU en sec : 3 points Entre 50 et 80% de la SAU en sec : 1 point
% IAE (définition PAC)	≤ 4% : 0 point Entre 5% et 8% : + 0.5 pt par % Entre 8% et 10 % : + 1 pt par % Plafond 4 points

6 COMMENT FAIRE LA DEMANDE D'ENGAGEMENT POUR UNE NOUVELLE MAEC ?

Pour vous engager dans une MAEC en 2025, vous devez obligatoirement déposer une demande d'aide avant le 15 mai 2025 lors de votre déclaration PAC dans Télépac :

- En cochant la case correspondant aux MAEC 2023-2027 à l'étape « Demande d'aides » ;
- En dessinant les éléments graphiques pour lesquels une aide est demandée (éléments surfaciques, linéaires ou ponctuels) à l'étape « RPG MAEC/BIO », selon les instructions figurant dans la notice explicative de la télédéclaration des MAEC², en précisant le code de la mesure demandée ;
- *Le cas échéant, si une ou plusieurs mesures proposées sur le territoire reposent sur des surfaces cibles* : En cochant à l'étape « RPG » les surfaces cibles ;

7 CONTACTS

Pour toute information complémentaire, contacter la structure animatrice du territoire :

Aude AGUZOU – Chambre d'Agriculture de l'Aude
aude.aguzou@gmail.com – 04 68 94 50 00 – 06 84 54 64 73

² Disponible sur Telepac : <https://www.telepac.agriculture.gouv.fr>